

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 18

MONTREAL, LE LUNDI 24 JANVIER 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Les communistes en conclave

Le PCF cherche désespérément un nouveau leader

Christian Rioux

Qui sera le prochain fossoyeur du Parti communiste français? Dans le paysage politique français où les Mitterrand, Chirac, Giscard, Rocard occupent l'avant-scène politique depuis un quart de siècle, le départ de Georges Marchais, secrétaire général incontesté du Parti communiste français pendant 21 ans, est un événement.

Plus que l'effondrement de son parti dans les sondages et dans la vie politique française, c'est l'âge — 73 ans — qui sera venu à bout du dernier leader communiste orthodoxe européen. Il faut dire que les Français s'étaient habitués à ses colères. Ils aimaient le voir au journal de 20 heures dénoncer le capitalisme sanguinaire et l'impérialisme moribond. L'homme alliait la verve d'un Louis Laberge à la main de fer d'un Claude Ryan. Son «Taisez-vous Elkabbach!» lancé en direct à la face d'un des principaux journalistes de la télévision, en 1978, avait fait date. Peut-être même, quelques-uns gardaient-ils une pointe d'affection pour ce fils de mineur, né avec la Révolution d'octobre, qui sera resté jusqu'à la dernière minute fidèle au diktat soviétique.

Mais voilà, le show était de moins en moins bon et sentait le réchauffé. Les caricaturistes parisiens — qui ne manquent jamais une occasion de peindre Marchais en nostalgique de la «belle époque» ou dans le rôle d'Alexandre Routskoï, chef des putschistes orthodoxes russes — auront été les seuls à verser une larme. Le Congrès du Parti communiste français qui s'ouvre demain à Saint-Ouen, en banlieue parisienne, devra donc se choisir un nouveau chef. L'ennui, c'est que les 2000 délégués ignorent toujours jusqu'au nom de ceux qui postulent dans l'ombre la succession de Georges Marchais. Philippe Herzog, seul candidat déclaré, fait figure de dangereux hérétique pour avoir osé critiquer la procédure monarchique de désignation du nouveau chef.

Il en va des secrétaires du PCF comme des papes. Le parti n'en a connu que trois en 63 ans et la désignation des Thorez, Waldeck-Rochet et Marchais avait toujours requis l'assentiment du grand frère soviétique. Aujourd'hui que le PCF est orphelin, son prochain chef sera désigné au terme d'un conclave de cinq jours où les délégués devront se contenter de se prononcer sur une liste unique de candidats au comité central. Ce sont ces 140 élus réunis à huis clos qui désigneront ensuite, sans procédure définie, le nouveau leader. Les simples militants en sont donc réduits à guetter la fumée blanche au-dessus de Saint-Ouen et à murmurer en cachette les noms des candidats possibles.

Parmi eux: Alain Bocquet, fils de mineur, député du Nord et fidèle de Marchais; Francis Wurtz, enseignant alsacien élu au Parlement européen, et André Lajoie qui a présidé au pire échec électoral des communistes, aux élections législatives de mars dernier (6,76%).

En réalité, c'est Georges Marchais qui a la haute main sur la désignation de son successeur. Il a refusé la création d'une commission extraordinaire chargée d'organiser sa succession et c'est la direction du PCF qui oriente la «commission des candidatures» chargée de proposer au congrès la liste unique de candidats au comité central.

Place du Colonel-Fabien, où s'élève le curieux bunker qui tient lieu de quartier général du PCF, on explique, sans l'ombre d'une hésitation, que ce congrès représente un grand bond en avant démocratique. Une attachée de presse ajoute d'ailleurs que «Le PCF est plus démocratique que les autres partis parce qu'on y discute de politique. Pas des dirigeants!»

À l'ordre du jour du congrès, des projets aussi folichons que de «modifier le rapport du parti aux masses» ou «d'écouter les gens»; quelques réformes aussi essentielles qu'un changement de nom du comité central et du secrétaire général (pour comité national et secrétaire national, jugés plus corrects); et surtout, l'abandon du «centralisme démocratique», le principe militaire de fonctionnement mis au point par Lénine.

Georges Marchais aura finalement réussi à méconter tout le monde: des derniers communistes romantiques de la fédération du Pas-de-Calais aux leaders de la Confédération générale du travail, dont le second, Alain Obadia, ne renouvellera pas son mandat au comité central. En octobre, 51% des Français interrogés par l'IFOP déclaraient que le Parti communiste français était condamné à disparaître.

Cette lente désagrégation s'accompagne étrangement d'une recrudescence d'événements qui rappellent cette époque héroïque où il y avait des prolétaires et des bourgeois, et où le PCF était le premier parti de France. Ce fut, à l'automne, *Germinal*, le film de Claude Berri qui raconte l'épopée des mineurs du Nord. Puis l'étonnant *Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes* interprété par Josiane Balasko et qui porte un regard nostalgique et sensible sur les militants communistes d'après-guerre. Enfin, la ville de Roubaix vient de transformer une ancienne filature en musée «du monde du travail». Symboles que le «communisme à la française» et son prochain fossoyeur font déjà partie de l'Histoire, plus que de la vie politique réelle.

INDEX

Les Actualités...A2	Éditorial.....A6
Agenda culturel...B6	L'Entrevue.....B1
Annonces classées A4	Idées.....A7
Avis publics.....B4	Le Monde.....A5
Culture.....B8	Mots croisés.....A4
Économie.....B2	Les Sports.....B5



Météo
Dégagement
Max. -8
Détails en B9

LE MONDE

Aristide entame sa visite au Canada

PAGE A 5



LES ACTUALITÉS

Le Bloc veut faire payer sa défense par le gouvernement

PAGE A 3



L'ENTREVUE

Paul Bélanger: soigner par l'éducation

PAGE B 1

Paul Martin dore déjà la pilule

Pour toute hausse des impôts, deux fois plus de réductions des dépenses, promet le ministre des Finances

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR



Le ministre des Finances, Paul Martin (à gauche), rencontrait hier des citoyens, dans un hôtel de Montréal, dans le cadre de sa tournée pré-budgétaire. On le voit ici au moment où il écoutait les arguments de Philippe Lalonde, de La Maison du papier, un commerce de la ville de Saint-Laurent.

Pour dorer la pilule et faire avaler aux contribuables canadiens une éventuelle hausse d'impôt, le ministre des Finances, Paul Martin, a promis hier que pour chaque dollar supplémentaire encaissé, au moins deux dollars seront comprimés dans l'appareil gouvernemental.

Avec un déficit qui frise les 46 milliards, c'est à un geste d'austérité que M. Martin prépare la population. Et pour cette préparation, à quelques semaines du dépôt du budget de l'an un du gouvernement de Jean Chrétien, le ministre sillonne le pays et participe à des tribunes télévisuelles.

«C'est fini de faire le budget en catimini. C'est un processus budgétaire ouvert. Est-ce qu'on va accepter toutes les suggestions? Non. Est-ce qu'on va en retenir? Absolument», a déclaré le ministre libéral qui participait hier sur les ondes de CKAC, depuis un hôtel montréalais, à une face à face avec une cinquantaine de citoyens. Le ministre des Finances s'est soumis de bonne grâce au jeu des questions venant d'individus souvent acerbes dans leurs commentaires.

VOIR PAGE A 8: MARTIN

Au ministère du Revenu

Le bureau des plaintes existe, Le Devoir lui a parlé

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

Des problèmes avec le fisc? Avec l'attitude d'un de ses fonctionnaires? Outre de leurs décisions?

Avant de vous frotter à la machine gouvernementale et d'y perdre des plumes, sachez que depuis bientôt quatre ans le ministère du Revenu a un bureau des plaintes. Bureau qu'à peu près personne ne connaît, dont le numéro de téléphone n'apparaît dans aucun bottin de la province et qu'aucun comptable ou fiscaliste interrogé par le DEVOIR ne connaissait avant que nous les informions qu'il s'agissait du (418) 652-6159.

Ce Bureau a été créé par l'ex-ministre du Revenu, Yves Séguin, mais ce dernier était incapable de dire la semaine dernière si ce bureau existait encore: «Québec s'est tellement acharné à ne pas le publiciser.»

Le bureau existe. Situé à Québec, il est même le seul bureau du ministère du Revenu immédiatement accessible: on peut en effet téléphoner sans se cogner systématiquement à une ligne occupée.

Son mandat est de recevoir les plaintes des contribuables et de recommander — si des erreurs se sont produites — les redressements nécessaires. Son pouvoir en est un de recommandation seulement.

Ce bureau, même s'il est composé de fonctionnaires du

VOIR PAGE A 8: PLAINTES

Jean-Louis Barrault 1910-1994

Le regard des enfants du paradis

Le monde a perdu l'un des grands animateurs du théâtre au XXe siècle

À 83 ans, dans son sommeil, le comédien et metteur en scène Jean-Louis Barrault est mort, samedi matin. Né en 1910, Jean-Louis Barrault a marqué, avec sa camarade et épouse Madeleine Renaud, un demi-siècle de vie théâtrale en France. C'est à la fois la mort de l'interprète de «Baptiste», ce mime inoubliable que l'acteur a incarné dans *Les Enfants du paradis*, et la mort de l'un des grands animateurs du théâtre au 20e siècle. Ses obsèques ont lieu demain à Paris à l'église Saint-Pierre-de-Chaillot. Le comédien sera inhumé au cimetière de Passy.

ROBERT LÉVESQUE
LE DEVOIR

De «Madeleine et Jean-Louis», c'est donc lui qui est sorti de scène le premier pour gagner la dernière coulisse. On est forcé de noter la présence tant le couple que formait Jean-Louis Barrault avec la comédienne Madeleine Renaud fut un couple célèbre, le plus célèbre du théâtre français au 20e siècle, un couple solide — 58 ans de vie commune et 40 ans de nomadisme à l'enseigne de la «compagnie Renaud-Barrault» —, et, maintenant pour le souvenir, un couple mythique du théâtre français.

On a trop souvent dans la presse fait le portrait de ce couple-là, la jeune fille de Passy et le bohème de la rive gauche, l'ingénue qui rencontra le diable, la bourgeoise et le saltimbanque, l'héroïne de Musset chez l'ami d'Artaud, elle qui s'habille Yves Saint-Laurent et lui qui picole les soirs de relâche, la plus grande comédienne française du siècle et le metteur en scène échoué et parfois brouillon, pour ne pas, au moment de la mort de Barrault, penser autant à elle, qui a 93 ans, et qui lui survivra un temps.

On dit Madeleine Renaud atteinte de confusion; elle a perdu cette grande faculté des acteurs, la mémorisation des textes, et ne joue plus depuis 1989. On les aura vus ensemble une dernière fois, le 8 avril 1991, sur la scène du Châtelet, recevant les hommages de la profession lors de la Nuit des Molière; lui avec son écharpe un peu de travers, ses yeux vifs, ses cheveux ébouriffés, qui disait sa «joie», et elle plus distante, distinguée, immense fragilité d'actrice: deux présences, deux bêtes de théâtre dont les vies entières auront été consacrées au grand métier de Molière.

Jean-Louis Barrault était fils de pharmacien, au Vésinet, dans la banlieue parisienne. À 21 ans, en 1931, il quitte l'École du Louvre et va s'inscrire au cours de Charles Dullin au

VOIR PAGE A 8: BARRAULT



PHOTO LIPNITZKI-VIOLETT
Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault dans *Partage de Midi* de Claudel, au Théâtre Marigny en 1951.

La chimie pollue sans vergogne les cours d'eau

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

De toutes les industries de la chimie au Canada, c'est au Québec qu'on trouve les moins respectueuses des cours d'eau et, en Ontario, les moins strictes en ce qui a trait aux émissions atmosphériques.

En effet, l'industrie chimique québécoise déversait en 1992 dans les cours d'eau de la province 98% de tous les rejets aquatiques attribuables aux entreprises du même secteur à l'échelle canadienne. En comparaison, les cours d'eau ontariens n'écopent que de 1% des rejets aquatiques des industriels canadiens de la chimie.

C'est ce que révèle un bilan de la pollution, que vient de rendre public l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques (ACFPC). Cette dernière prédit que la situation devrait s'être améliorée au Québec d'environ 34% au cours des derniers mois en raison de la fermeture d'une des deux usines responsables de l'essentiel de cette pollution.

L'ACFPC, sans nommer personne, précise que deux usines québécoises sont, en effet, responsables à elles seules de 85% de ces rejets aquatiques, formés à 85% d'acide sulfurique. L'une a été fermée, ce qui explique le progrès rapide prévu pour 1993. Cette précision semble désigner, selon toute vraisemblance, la société Tioxide. Le rapport précise que l'autre entreprise impliquée dans ces déversements importants est en voie de neutraliser l'essentiel de ses rejets pour en faire du gypse commercial. Il pourrait s'agir d'une voisine de Tioxide, la compagnie Kronos, qui a plutôt décidé de modifier ses installa-

VOIR PAGE A 8: CHIMIE

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Tabac: Parizeau prend la défense des dépanneurs

Granby (PC) — Le chef péquiste Jacques Parizeau a pris, dimanche, la défense des dépanneurs qui ont l'intention de vendre des cartouches de cigarettes 20\$ chacune et d'oublier de percevoir les taxes.

«J'espère qu'on n'en arrivera pas à la conclusion que, bon d'accord, ils ne font pas la contrebande mais ils en profitent. Et c'est contre eux qu'on se tournerait? Mais c'est une sorte de scandale», s'est exclamé le chef de l'Opposition, à l'issue de l'assemblée d'investiture dans Shefford.

«C'est pas vrai! On s'en prendrait à eux et pas aux vrais contrebandiers? L'obscénité, ça existe», a affirmé M. Parizeau aux reporters.

Dans un quotidien torontois, souligne M. Parizeau, des officiers de la GRC affirment carrément qu'ils ont reçu pour instruction de ne pas toucher à ça (contrebande de cigarettes). Un surintendant affirme: «On m'a interdit de toucher à ça».

Il serait bien mal avisé d'arrêter ces commerçants «comme le Mohawk de Jonquière», affirme le chef péquiste. Le tabac, il faut l'intercepter là où il entre et c'est

à la GRC d'y être».

Des photographes et cinéastes arrivent à observer le transbordement des «caisses dans les barques», raconte M. Parizeau qui se demande bien pourquoi les autorités n'en font pas autant pour étayer leur preuve.

M. Parizeau regrette que le gouvernement Johnson «ne dise pas un mot en public (quant à l'inefficacité de la police). Mais je suis sûr qu'en privé avec les gens d'Ottawa, c'est le mur des larmations».

Devant plus de 500 partisans à l'assemblée d'investiture, le député de L'Assomption a tracé des plans pour après la victoire du Parti québécois aux prochaines élections générales, dont l'échéance est en septembre.

Le candidat retenu, Roger Nicolet, a devancé Jean-Roch Marois et Yves Dion, lors du scrutin des membres du PQ de Shefford.

Maire d'Austin et ancien responsable politique des municipalités régionales de comté, M. Nicolet a rejeté le reproche des libéraux de n'être pas du comté: «Cela n'aura pas tellement de poids, les enjeux seront plutôt économiques et nationaux».

MARTIN «Pas de moyens miracles»

SUITE DE LA PAGE 1

Le rapport du Vérificateur général, rendu public à la fin de la semaine dernière, a donné des munitions aux contribuables dont la «patience est à bout», comme le notait l'un d'eux. Force est de constater que l'équipe libérale aura fort à faire pour rétablir la crédibilité d'Ottawa.

«Il n'y a pas de moyens miracles et c'est pour ça qu'il faut travailler ensemble», a affirmé M. Martin qui a entrepris des consultations pré-budgétaires auprès notamment des représentants des chambres de commerces, des entreprises, des universités et des syndicats. A l'ordre du jour: la réduction du déficit et la relance de l'économie canadienne.

Demain, M. Martin sera à Toronto et samedi prochain à Calgary. Il a débuté sa croisée à Halifax pour la poursuite de Montréal samedi dernier où il a clairement indiqué que l'assiette fiscale devra être élargie. «La cause principale du déficit et du chômage, c'est une économie en déclin. Certainement qu'il va falloir faire des coupures. Il va falloir s'attaquer aux abris fiscaux», a dit le ministre des Finances.

Ces abris fiscaux bénéficient principalement aux sociétés et aux individus les mieux nantis. Pour M. Martin,

il s'agit de répartir le fardeau fiscal canadien.

Quant aux participants à la conférence montréalaise, ils ont lancé un message clair à Paul Martin, préférant une réduction draconienne des dépenses budgétaires à une augmentation de l'impôt. Mais le scénario qui sera présenté d'ici la fin de février, n'épargnera pas les Canadiens.

Dans son appel à se serrer collectivement la ceinture, M. Martin assure qu'il n'y aura pas de vache sacrée. «Tout est possible, tout est sur la table» a soutenu hier M. Martin en entrevue à l'émission Aujourd'hui dimanche de Radio-Canada.

Malgré tout, le ministre a indiqué que l'écart entre les individus et les entreprises quant à leur contribution respective à l'impôt ne serait pas ajusté. «Il faut l'équité, mais le problème, c'est que les entreprises ont subi des pertes. On ne pourra pas le faire dès la première année», a-t-il justifié.

C'est que le processus enclenché par le ministre des Finances doit s'étaler sur deux ans. «Je ne suis pas que le ministre de la dette, je suis aussi le ministre de la croissance économique», a clamé M. Martin qui s'engage à ce que son budget mette de l'avant des programmes de création d'emplois à long terme.

PLAINTES «T'écris pis t'attends»

SUITE DE LA PAGE 1

ministère du Revenu, donne parfois raison aux contribuables: en 90-91, 53% des plaintes ont été jugées fondées, pourcentage qui passait à 58% en 91-92, et à 56% en 92-93. Ces plaintes étaient, pour la plupart, reliées à la lenteur administrative des fonctionnaires, précise Michèle LaSanté, directrice des Communications du ministère du Revenu.

Comme le bureau est inconnu du grand public et des spécialistes, à peu près personne n'y a recours. Ainsi, pour l'année 90-91, 263 plaintes y ont été acheminées; en 91-92, 433; 92-93, 681.

Sur 4 millions de contribuables, ce n'est pas beaucoup, mais pour le gouvernement c'est sûrement beaucoup trop, selon Yves Séguin.

«À l'époque où j'étais ministre, on voyait d'un très mauvais œil mes apparitions à la télévision visant à démystifier la loi de l'impôt. Aux Finances, certains fonctionnaires me faisaient savoir que le jour où les citoyens comprendront toutes les déductions fiscales auxquelles ils ont droit, Québec perdra beaucoup d'argent».

C'est pour cette raison — un contribuable informé est moins rentable pour le fisc — que le bureau des plaintes n'a pas été publicisé et qu'il ne sera jamais, croit Séguin.

Dans la foulée des premières déclarations du nouveau ministre du Revenu, André Vallerand, sur la nécessité d'améliorer les relations entre son ministère et les contribuables, LE DEVOIR a communiqué vendredi avec un des fonctionnaires du Bureau des plaintes pour connaître la marche à suivre.

«Écoutez, je n'ai pas le temps de vous écrire un roman. Si vous voulez savoir comment ça marche, allez au Complexe Desjardins et demandez une brochure», a été sa première réplique, le fonctionnaire croyant s'adresser à un contribuable avec un grief à déposer.

Mais en deux ou trois phrases, je fais quoi si j'ai une plainte?

«T'écris... Et après?»

«T'attends... Longtemps?»

«C'est jamais pareil».

Mais dites-moi, vous êtes combien au Bureau des plaintes?

«Cinq».

Cinq? «Ben oui. On a pas besoin d'être 200 000 lorsqu'on est efficace! Autre chose?»

«Cinq».

Alors j'écris...

«On ne prend aucune plainte par téléphone», terminera-t-il sur un ton cassant et exaspéré, 90 secondes seulement après avoir pris l'appel.

Michel Gingras, le patron de ce fonctionnaire, s'est dit étonné d'apprendre que le service à la clientèle du Bureau des plaintes n'était peut-être pas tout à fait au point. Car habituellement, selon lui, ceux qui y travaillent sont respectueux, polis, et prennent le temps d'expliquer au public leur droits.

Alors, pour éviter que d'autres contribuables se heurtent à un mur, il suggère à ceux qui veulent porter plainte contre un fonctionnaire du ministère du Revenu de s'adresser directement à lui en écrivant à l'adresse suivante: Michel Gingras, 3800 rue Marly, 6^e étage, Sainte Foy, Québec, G1X 4A5.

Si un fonctionnaire du ministère du Revenu vous accuse de fraude sans vérification sérieuse, s'il vous ordonne de verser d'importantes sommes d'argent dans un délai impossible à respecter, s'il vous manque de respect, prend un temps inouï à étudier votre dossier, ou s'amuse avec le pouvoir considérable qu'il a entre les mains en vous méprisant ouvertement, M. Gingras assure que le Bureau des plaintes du ministère vous viendra en aide.

Mais alors pourquoi taire son existence?

«Vous exagérez. Il existe des dépliant sur le Bureau dans toutes les succursales du ministère. Et le Protecteur du citoyen est parfaitement au courant de nos activités».

Ce qui signifie que le grand public connaît votre service?

«Je crois que oui».

Yves Séguin pense le contraire.

«Je n'ai jamais prisé que ce Bureau n'ait fait l'objet d'aucune publicité. Au moment où j'ai mis sur pied cette équipe (en 90), une vaste campagne médiatique avait été planifiée. Mais j'ai quitté la politique peu de temps après. Et curieusement, la campagne publicitaire a pris le chemin de la poubelle».

«De toute manière, ajoute Séguin, il est illusoire aujourd'hui d'attendre quoi que ce soit de ce gouvernement. Pour Daniel Johnson et André Bourbeau — nouveau ministre des Finances — l'important ce sont les amis du Beaver Club, les autres ne sont que des parasites».

Séguin est persuadé que la solution aux problèmes des contribuables face au ministère du Revenu, passe par une volonté très ferme du ministre Vallerand de faire comprendre aux fonctionnaires — surtout aux cadres intermédiaires qui dirigent ce ministère — que le contribuable est un client, un homme ou une femme qu'on respecte.

Plusieurs de ces cadres intermédiaires, affirme sans détour M. Séguin, sont des carriéristes convaincus qu'à l'extérieur des rangs du ministère il n'existe que bandits et fraudeurs.

«Ces fonctionnaires voient le contribuable comme un ennemi, un adversaire. Pour changer cette mentalité qui frise parfois la paranoïa, le ministère du Revenu a besoin du leadership d'un ministre fort. Or, celui que nous avons actuellement est très peu familier avec les questions fiscales».

«Mais faut-il s'en surprendre, demande ironiquement Séguin. Le ministère du Revenu est plus que jamais devenu une succursale du ministère des Finances et du bureau du premier ministre. Alors que Johnson et Bourbeau veulent que l'argent rentre, et à pleines portes, le moment est mal choisi de nommer au Revenu une personne déterminée à mettre fin au zèle de certains fonctionnaires franchement dangereux».

CHIMIE L'ozone attaque

SUITE DE LA PAGE 1

tions pour se conformer aux normes gouvernementales.

Globalement, l'industrie chimique du Québec relargue chaque année dans les cours d'eau 130 000 tonnes de contaminants sur les 140 000 rejetées à l'échelle canadienne. Le groupe québécois rejette aussi dans le sol, par enfouissement ou autrement, 20 000 des 30 000 tonnes que ce secteur industriel élimine de cette façon.

C'est au plan des émissions atmosphériques que le groupe québécois des industriels de la chimie affiche une meilleure performance. En effet, ce groupe émet seulement 27 000 des 130 000 tonnes émises dans l'air par les industries chimiques du Canada. C'est l'Ontario, qui obtient la part du lion. Son secteur chimique émet, en effet, 82 000 tonnes, soit 62% du total canadien.

Les rejets atmosphériques de l'industrie chimique ontarienne sont plus dangereux pour les humains parce qu'ils sont en grande partie constitués de benzène, un produit hautement cancérigène.

Le benzène constitue la substance la plus importante émise par l'industrie chimique canadienne parmi les six cancérigènes émis à l'atmosphère, déclarés volontairement par les membres de l'ACFPC pour dresser ce bilan environnemental.

Les émissions de benzène représentent 40% de toutes les émissions de produits cancérigènes ou potentiellement cancérigènes de ce secteur industriel canadien. Son rapport précise que ces rejets sont attribuables à la grande volatilité du benzène. Le produit s'échappe du matériel par la moindre fissure, des tuyaux de ventilation des installations de transformation et d'entreposage. Il s'évapore ensuite lorsqu'on l'utilise comme solvant.

Le rapport de l'ACFPC souligne que la contribution de l'industrie chimique dans les émissions totales de benzène au Canada est passée globalement de 7,7% en 1985 à 1,5% du grand total rejeté au Canada en 1991, lequel s'élevait à 22 142 tonnes. En somme, une amélioration de 35%.

L'industrie chimique canadienne a aussi calculé que ses membres sont responsables de 5,7% des rejets d'oxydes d'azote (NOx) d'origine industrielle, soit 24 000 tonnes sur un total de 1,9 million, et de 11% des rejets de composés organiques volatils (COV), soit 29 000 tonnes sur un total de 280 000. On trouve dans ce dernier groupe plusieurs composés cancérigènes ou suspects de l'être.

Les industriels de la chimie prévoient réduire leurs émissions de NOx de 22% et de COV d'environ 33% d'ici 1997.

La contribution de l'industrie chimique à la disparition

progressive de la couche d'ozone et au réchauffement de la planète est importante.

Par exemple, ce secteur industriel était responsable de 58% en 1992 des émissions canadiennes de tétrachlorométhane, soit 58 tonnes sur 100.

Par contre, il ne contribuait que pour 2,5% aux 10 600 tonnes de CFC rejetées cette année-là dans l'ensemble du Canada, que pour 0,1% aux rejets de méthylchloroforme et pour 9% aux rejets de HCFC.

Ce dernier produit est en voie de remplacer les CFC: il n'est pas sans conséquence pour la couche d'ozone quoique sa capacité destructrice se limite à 5% du premier.

Les industriels de la chimie prévoient, d'après le même sondage, réduire de 47% leurs rejets de tétrachlorométhane d'ici cinq ans et, plus globalement, de 70% de toutes leurs émissions susceptibles d'affecter la couche d'ozone.

Côté effet de serre, les membres de l'ACFPC ont par ailleurs déclaré des rejets annuels de 11 millions de tonnes de dioxyde de carbone, soit 2,5% du total émis au Canada, de 3 300 tonnes de méthane, soit 0,009 % du total canadien, et de 33 000 tonnes d'oxyde d'azote, soit 35% du même total.

La contribution réelle à l'effet de serre pourrait être proportionnellement plus importante en raison du «po-

tentiel de réchauffement» de chaque gaz émis, qui varie fortement. Ce «potentiel de réchauffement global» (PRG) de chaque gaz est calculé en utilisant le dioxyde de carbone, qui reçoit une valeur de 1.

En comparaison, le méthane contribue 11 fois plus, l'oxyde d'azote 270 fois. Les HCFC, présentés comme la solution «verte» de l'industrie automobile aux dangers causés à la couche d'ozone par la prolifération des climatiseurs, sont en réalité 1200 fois plus dommageable que le CO2... pour le réchauffement de la planète!

Les progrès n'ont pourtant pas été négligeables. L'industrie chimique a amélioré son efficacité énergétique de 35% depuis 1973, ce qui dépasse la moyenne canadienne de 26%. Ce secteur industriel prévoit diminuer de 40% sa contribution à l'effet de serre d'ici cinq ans, même si on utilise l'indice de potentiel de réchauffement global (PRG). Ce gain serait essentiellement le fait des progrès effectués aux dépens des émissions d'oxydes d'azote, lesquelles contribuent aussi au smog urbain et aux pluies acides.

Ce genre de bilan factuel, souvent peu flatteur, fait partie de l'attitude nouvelle de certains secteurs industriels, qui se mettent à l'heure de la comptabilité environnementale pour stimuler à la fois les progrès sur le terrain et pondérer leur image par ceux qui ont été accomplis.

BARRAULT D'abord un animateur

SUITE DE LA PAGE 1

Théâtre de l'Atelier. C'est cet anarchiste autodidacte qui sera son maître, chez qui il va tenir des petits rôles, dormant dans la roulotte de Dullin sur la place devant ce théâtre des environs de Pigalle, puis il s'initiera à la mise en scène. C'est là, en 1938, que Jacques Copeau le verra jouer dans *La Terre est ronde* de Salacrou et qu'il écrira dans son journal: «le jeune Barrault est très bien».

En même temps, Jean-Louis Barrault fait des rencontres importantes, avec le mime Étienne Decroux, qui sera aussi un de ses maîtres, et avec Antonin Artaud dont il deviendra un des proches. Dans ces influences, de Dullin à Artaud en passant par Decroux, le jeune Barrault va se faire. Très vite, avant la fin des années 30, il va imposer des spectacles inhabituels qui vont à la fois maintenir les traditions du Cartel (ce quatuor de metteurs en scène fait de Dullin, Jouve, Gaston Baty et Georges Pitoëff, qui succédaient au naturalisme novateur du fondateur du Théâtre Libre, Antoine, et au rigorisme du Vieux-Colombier de Copeau), et mettre en application les idées neuves du théâtre total d'Artaud.

Barrault va apparaître avec cette double paternité comme l'un des audacieux metteurs en scène de l'entre-deux-guerres. De textes de Faulkner, ou de Knut Hamsun, il va faire des spectacles magiques qui rompent avec la rigueur de Copeau. Avec des textes non écrits pour la scène il fait théâtre et montre déjà avant la guerre qu'il sera un héros de la grande liberté au théâtre, et de la poésie des corps, et du recours aux moyens de la machinerie de scène. On le verra avec ses célèbres adaptations

de textes de Kafka, ou des spectacles autour de Rabelais, et du mime «Baptiste», ce personnage de Debureau qui l'immortalisa dans le cinéma de Carné en 1944.

Durant toute sa carrière d'homme de théâtre, Barrault sera celui qui jamais ne tente de transformer en convention ses inventions, ou d'établir un système de jeu ou de mise en scène, un style implacable ou une approche par trop méthodique. Barrault laissera au contraire le souvenir non pas d'un maître formateur mais d'un des esprits les plus libres et les plus ludiques du théâtre français. Dans ses termes, il dira que la mise en scène est «un acte d'amour», «un coït spirituel» qui permet d'atteindre à l'orgasme, c'est-à-dire à la communion de l'acteur avec le spectateur «en une certaine surréalité».

Il rencontre Madeleine Renaud en 1936 sur le tournage d'un film aujourd'hui oublié, *Hélène Wilbur*, une adaptation d'un roman de Vicky Baum. Ils vont s'aimer tout de suite ces deux-là, et comme Madeleine Renaud est alors une des vedettes de la Comédie-Française, qui excelle dans les ingénues de Marivaux et Musset, Madeleine va faire entrer Jean-Louis au Français. Cette rencontre, déterminante pour l'homme, est très importante pour le metteur en scène. À Dullin, Decroux et Artaud, s'ajoute Madeleine Renaud, autre point cardinal de l'univers de Barrault. Sa Madeleine, il voudra toujours l'éblouir, lui prouver sans cesse qu'elle a eu raison de suivre ce bohème qui habitait un grenier sans meubles et beaucoup de livres de la rue des Grands-Augustins. À la Comédie-Française, on devra alors à Barrault le spectacle phare de l'époque du «dernier métro», la création du *Soulier de satin* de Claudel, donné en

deux de ses quatre parties même si le spectacle débutait à 17 heures...

Barrault n'étant pas fait pour les institutions, et la fin de la guerre ouvrant tous les horizons, il «enlève» Madeleine de la maison de Molière en 1946. C'est le début de la grande, de la formidable équipée d'un couple de théâtre qui dominera l'actualité théâtrale des années 50 et 60, à Paris et à l'étranger, avec «la Compagnie Renaud-Barrault». Saltimbanques dans l'âme et par métier, malgré les goûts bourgeois de Madeleine et son Picasso de l'avenue du Président-Wilson, le couple va aller de salle en salle, jamais propriétaires, souvent évincés, pour jouer Claudel, Molière, Beaumarchais, mais aussi Ionesco, Beckett, Genet, Duras.

La compagnie logera d'abord au Marigny, puis au Palais-Royal, à l'Odéon que leur offre André Malraux en 1960 pour le leur retirer impoliment en mai 1968 lorsque Barrault fraie trop au goût du ministre avec les étudiants qui occupent le théâtre, puis ils vont au Récamier, puis dans une arène de boxe à l'Élysée-Montmartre, puis dans un coin de la gare d'Orsay avant que l'on restaure, et enfin au Rond-Point des Champs-Élysées, juste en face du Marigny où l'aventure avait commencé. Trajet en rond dans Paris d'une troupe illustre dans le monde.

Jean-Louis Barrault n'a pas eu «son auteur», comme Jouve avait eu Giraudoux, Roger Blin Beckett et Genet, Planchon avec Adamov, Jacques Mauclair avec Ionesco, ou Jean-Marie Serreau et Brecht. Il a au contraire, même s'il a créé *Rhinocéros* et *Le piéton de l'air* d'Ionesco, *Oh! les beaux jours* de Beckett (pour Madeleine...) ou *L'Amante*

anglaise de Duras (pour Madeleine encore...), toujours volé d'un auteur l'autre, avec des prédilections pour les intrigues délicates et perverses de Marivaux et la santé drôle et politique de Beaumarchais, avec des incursions populaires chez Offenbach et sa *Vie parisienne*, et toujours il a été un incitateur, qui invite Béjart à travailler chez lui, comme Boulez, et qui permet à Roger Blin de créer contre les vents et marées de la droite *Les Paravents* de Genet en pleine foulée de la guerre d'Algérie.

Il demeurera comme un animateur de théâtre plus que comme un metteur en scène. Plusieurs de ses spectacles péchaient par un certain éparpillement, il y avait du brouillon sur la table de travail, et au chapitre de l'histoire de la mise en scène il a été rattrapé et dépassé par des hommes comme Jean Vilar et son TNP, Planchon à Lyon, Antoine Vitez. Il a été pris de court par des auteurs qui ont chambardé la pratique même du théâtre. Madeleine Renaud elle-même disait: «Quand je l'ai connu, il était plus audacieux que moi. Je l'ai rattrapé. Avec Beckett, je suis même en avance sur lui».

Mais le «diable» Barrault, ce mime-né, cet organisateur échelonné de spectacles festifs qui provoquent magiquement le spectateur — on a vu à Montréal la troupe jouer Marivaux, Corneille, Offenbach, Duras, et Barrault a mis en scène *Le Mariage de Figaro* au TNM en 1972 —, celui-là il demeurera dans la mémoire et dans l'histoire du théâtre au 20^e siècle. Si l'on ne retenait qu'une des phrases de cet anti-pédagogue — qui promenait sur la vie le regard des enfants du paradis — ce serait, quant à moi, celle-ci: «Un théâtre qui vise juste atteint ce qu'il y a de commun entre les hommes».

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À DE 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE,
MONTREAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355

